

Résolution adoptée à l'unanimité

Par l'Assemblée Générale de la Fédération du Pas-de-Calais

14 décembre 2013 –Montreuil-sur-Mer

Avec la crise et les échecs des partis qui exercent des responsabilités depuis des décennies, l'extrême droite, longtemps discréditée de par sa collaboration avec l'occupant nazi, refait aujourd'hui surface de manière inquiétante en exploitant habilement les tendances à l'individualisme sécuritaire et les réflexes de crispation identitaire et xénophobe. Elle est parvenue à entraîner dans son sillage une partie de la droite républicaine et voilà qu'à présent, même à gauche des voix s'expriment de manière détestable sous prétexte de ne pas lui en laisser le monopole. La confusion règne dans les esprits et les valeurs progressistes semblent souvent en recul. Il y a donc urgence à réagir.

Face à cette situation, la LDH entend jouer pleinement son rôle civique et républicain.

En conséquence, forte des résolutions adoptées au niveau national par la Licra, le Mrap, la Ligue de l'enseignement et la LDH, la Fédération du Pas-de-Calais de la LDH demande expressément aux élus, candidats ou responsables politiques du département de bannir du débat politique tout propos, toute attitude qui pourraient inciter aux discriminations et à la haine et entretenir, voire engendrer, le racisme et la xénophobie.

Elle leur demande ainsi de

- refuser que la haine fasse programme,
- condamner toute désignation de boucs émissaires,
- s'efforcer de tout mettre en œuvre dès aujourd'hui pour barrer la route aux prétentions du Front national de conquérir des mairies,
- mettre un terme aux divisions insupportables, partout où ce risque est bien réel,
- favoriser les regroupements et rechercher l'unité la plus large sur la base des valeurs des droits de l'Homme et de la République.

**Le président de la Fédération du Pas-de-Calais
Alain PRUVOT**